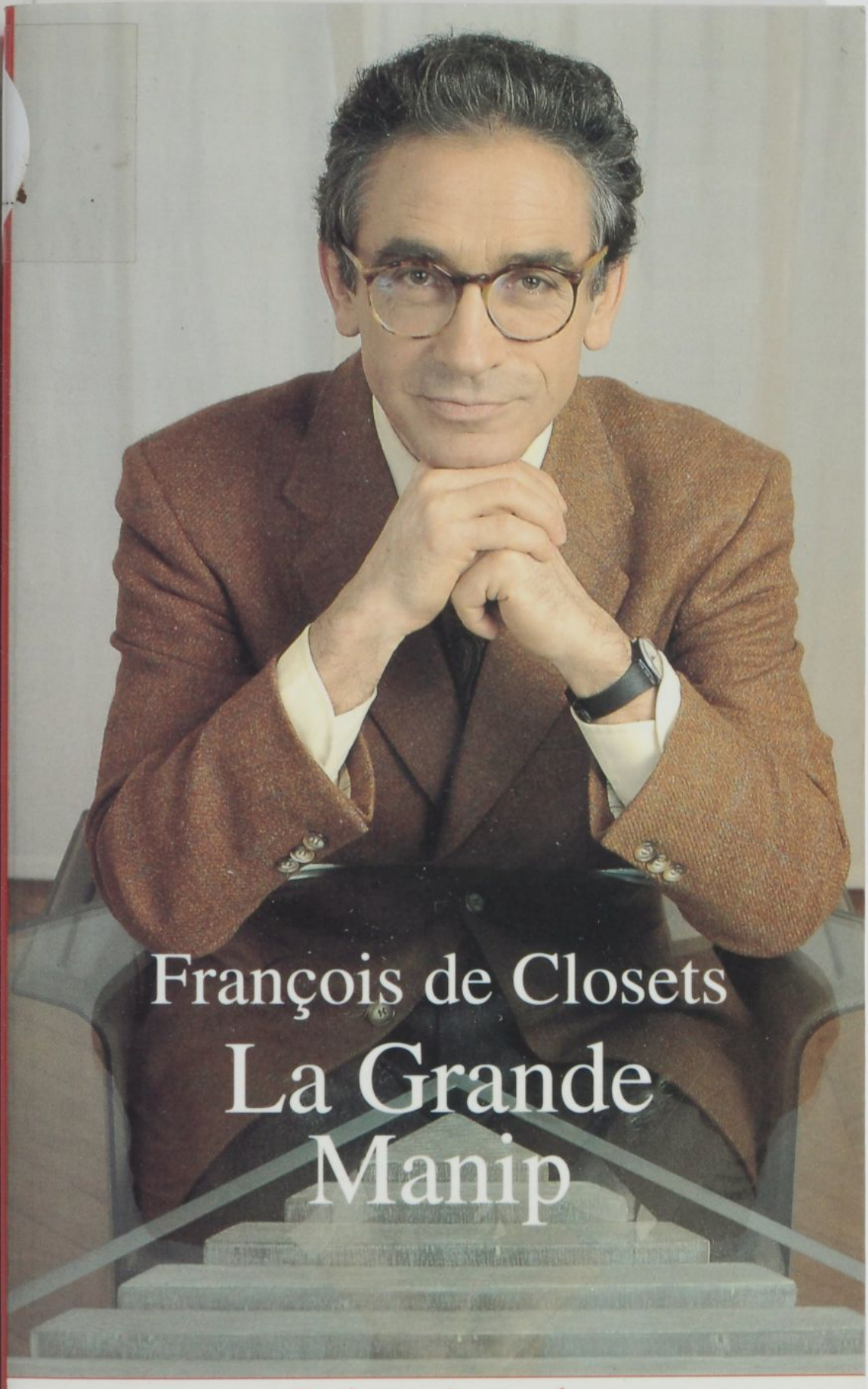


François de Closets

La Grande Manip

Points Actuels

1386034

La Grande Manip

16°R
15418
(120)

Du même auteur

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Tous ensemble, *1985*

AUX ÉDITIONS TCHOU

L'Espace, terre des hommes, *1969*

AUX ÉDITIONS DENOËL

La lune est à vendre, *1969*

En danger de progrès, *1970*

Le Bonheur en plus, *1974*

La France et ses mensonges, *1977*

Scénarios du futur,
tome 1, 1978
tome 2, 1979

AUX ÉDITIONS GRASSET

Le Système EPM, *1980*

Toujours plus !, *1980*
Nouvelle édition augmentée d'une postface, 1984

AUX ÉDITIONS PAYOT

Le Pari de la responsabilité, *1989*
Commission Efficacité de l'État,
rapport pour le X^e Plan

32

François de Closets

La Grande Manip

ÉDITION AUGMENTÉE
D'UNE PRÉFACE

Éditions du Seuil

DL-10031992-07286

EN COUVERTURE :
Photo Ulf Andersen
© Gamma

ISBN 2-02-015394-7
(ISBN 2-02-012155-7, 1re publication)

© Éditions du Seuil, mai 1990

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite, par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

PRÉFACE

L'état d'urgence

Autant le dire d'emblée : la classe dirigeante n'a pas apprécié *La Grande Manip.* Autant l'avouer, je n'ai pas été surpris d'un tel accueil. J'avais lieu de craindre, en revanche, que le public boude un ouvrage plutôt maltraité par les médias. Il n'en fut rien et cela prouve que les lecteurs ont trouvé dans ces pages l'écho de leurs propres préoccupations. C'est l'essentiel. Car il s'agit ici d'une relation de citoyen à citoyen. D'un dialogue et non pas d'un discours.

Lorsque j'ai entrepris la rédaction de cet ouvrage, en 1989, j'avais le sentiment que notre démocratie ne tournait plus rond, que les dysfonctionnements allaient s'aggravant et finiraient par provoquer une véritable coupure entre le peuple et ses représentants. Je m'interrogeais sur les raisons d'un tel divorce. Les réponses que j'ai proposées ont donc choqué. Il n'était pas convenable d'écrire que les luttes pour le pouvoir pervertissent le débat démocratique, que la classe politique se joue des faits et des idées afin de séduire l'opinion et de gagner les électeurs, que le peuple se lasse de ces querelles factices trop éloignées de ses préoccupations quotidiennes, et que ces perversions de notre vie publique sapent les bases mêmes de la République. Dans le meilleur des cas, mes critiques étaient qualifiées d'« outrancières » ; dans le pire, elles devenaient « poujadistes » ; en tout état de cause, elles étaient inopportunes.

Il n'y avait pas là de quoi m'émouvoir. J'ai l'habitude. Lorsque, dans *Toujours plus !,* j'ai dénoncé l'emprise du corporatisme sur la société française, seule l'adhésion massive du public fit admettre le bien-fondé de l'analyse. Mais

les bons esprits ne manquèrent pas de fustiger le « voyeurisme » de ces descriptions trop précises qui risquaient d'attiser la jalousie entre les catégories sociales. La belle affaire ! Comme si l'on pouvait encore miser sur l'opacité pour maintenir un ordre social injuste ! Comme si l'on n'avait jamais corrigé les défauts que l'on refuse de reconnaître ! Lorsque j'ai parlé de « syndicratie » dans *Tous ensemble,* les organisations syndicales se sont récriées comme si je les avais agressées. Je ne faisais pourtant que dire tout haut ce que chacun pouvait constater dans son administration ou son entreprise. Si j'en juge par la dégénérescence de notre vie sociale au cours de ces dernières années, j'étais encore bien en dessous de la réalité. Les modèles, qui ne savent jamais à quel point ils ressemblent à leur portrait, prennent volontiers une photo pour une caricature. Ainsi en va-t-il de *La Grande Manip* dans laquelle la classe politique a refusé de se reconnaître.

J'aurais manqué au savoir-vivre social en montrant que les partis imposent aux Français des clivages artificiels, qu'ils usurpent nos valeurs à des fins électorales, en dénonçant la récupération politicienne de l'antiracisme, en révélant les manipulations dont la jeunesse a été l'objet, bref, en refusant de jouer la partie pour m'attaquer aux règles du jeu.

Ce n'est pas que l'on condamne la vigueur et la pugnacité dans la vie démocratique. Mais elles doivent se plier aux normes. Nos dirigeants ont constitué des camps et nous devons les rejoindre. Soyez de droite ou soyez de gauche, suivez le Front national ou rejoignez SOS Racisme, réclamez ou combattez l'impôt sur la fortune, peu importe ; vous pourrez vous défouler tout à loisir dès lors que vous participerez à ces joutes rituelles. Plus vous vous engagerez dans la mêlée, plus vous dénoncerez l'adversaire et meilleur citoyen vous serez. Mais ce qui n'est pas admis, c'est que, du haut des gradins, face à ces combats truqués, on crie « chiqué ! ». Pour l'avoir fait, il était naturel que les organisateurs manifestent leur réprobation.

Pourtant, je me suis bien gardé de mettre en question l'intégrité ou la compétence de notre classe politique. Ce n'est pas affaire de pusillanimité, mais de conviction. Je

pense que notre personnel dirigeant est de bonne qualité et que nous ne gagnerions rien, bien au contraire, à l'échanger contre celui d'un autre pays. J'ai fait porter ma critique sur le système, pas sur les hommes. C'en était déjà trop. J'ai de même condamné tous les refuges de l'antiparlementarisme : le vote lepéniste, le vote écologique ou l'abstention qui me sont totalement étrangers. Je suis et je reste un indécrotable républicain. J'ai simplement conseillé de ne plus marcher aveuglément derrière une bannière, de ne plus s'identifier à une formation, mais de réserver son jugement jusqu'au moment de l'élection, de ne se prononcer qu'au vu de la situation, des bilans, des équipes et des programmes. Mais cela non plus ne fut pas admis. Il est inconvenant de se ranger dans la catégorie des NSP (Ne Sait Pas) au lieu de se réclamer d'une appartenance partisane.

Tout indiquait pourtant que je n'étais pas seul dans mon trouble et mes incertitudes. Au fil des scrutins, on observait une proportion croissante d'électeurs qui changeaient de bord, passaient d'un parti à l'autre, bref qui relativisait ces critères et ces divisions. Je vois dans cette attitude un motif d'espoir. En refusant de se laisser embrigader, ces citoyens pouvaient inciter les formations politiques à se remettre en question. En devenant plus nombreux, ils finiraient par imposer ce retour à la réalité.

Des analyses datent de 1989. Ça ne donne pas le recul historique ; tout au plus un décalage dans le présent. Pourtant l'état de notre démocratie n'est déjà plus le même que celui d'alors, il s'est transformé. Pas dans le bon sens. Cette dégradation m'est brutalement apparue au mois de novembre 1991 à la télévision. Nous avions décidé de consacrer un « Médiations » au problème de l'abstention. Il s'agissait de faire dialoguer des hommes politiques avec des citoyens qui affichaient leur intention de ne plus voter. L'inconvénient d'un tel sujet, c'est qu'il n'est pas particulièrement spectaculaire et que les intervenants risquent, par définition, d'être peu motivés et peu intéressants. Bref, nous courrions le risque d'ennuyer les téléspectateurs.

Ayant sollicité les témoignages d'abstentionnistes, notre première surprise fut de recevoir les réponses non pas par

dizaines mais par centaines. Ainsi des citoyens n'éprouvaient nulle vergogne à proclamer haut, fort et à la télévision qu'il ne fallait pas compter sur eux pour les prochaines élections.

Il suffisait de lire les lettres, souvent fort longues, pour comprendre les raisons de cette attitude. Nos correspondants n'avaient rien de commun avec l'abstentionniste classique, celui qui « ne s'intéresse pas à la politique ». Eux, au contraire, étaient passionnés par la chose publique, ils s'étaient engagés, avaient milité, évoquaient leur action dans des syndicats ou des associations. S'ils proclamaient leur abstention, c'est qu'ils en faisaient un geste positif, un acte de protestation, un message de refus. Voilà qui était nouveau.

Sur les centaines qui s'étaient proposés, nous en choisîmes une dizaine en nous efforçant d'avoir la plus grande diversité d'opinions, de conditions ou de générations. En face, se trouvaient quatre députés connus pour leur capacité de dialogue. Les conditions d'un débat, peut-être vif mais utile, semblaient réunies. Pourtant, le résultat fut tout juste inverse.

Sitôt le début de l'émission, qui se déroulait en direct, les citoyens lancèrent l'assaut contre les hommes politiques qui eurent toutes les peines du monde à résister à ce déferlement de hargne. A travers chaque intervention revenaient les mêmes accusations : les élus n'ont aucun sens civique, se moquent des problèmes des Français et ne cherchent qu'à s'enrichir. Chacun de nos témoins voulait dire son fait à la classe politique. Ce soir là « Médiations » était devenu « Affrontement ». Le discours tenu par nos participants reflétait bien l'abondant courrier que nous avions reçu. L'argumentation était la même. Ce que nous n'avions pas imaginé, c'était la vigueur, la colère qui animait ce discours.

La signification sociale de cette confrontation fut encore confirmée par la présence des téléspectateurs. Il avait suffi d'annoncer que des citoyens allaient dialoguer en direct avec des députés, ce qui, en d'autres temps, n'aurait pas intéressé grand monde, pour que 13 % de spectateurs se retrouve devant le poste à 23 heures. Cette affluence prou-

vait que des millions de Français avaient envie de dire, ou d'entendre dire, ce qui revient au même, ce qu'ils avaient sur le cœur.

Dans ces témoins vindicatifs, j'ai cru reconnaître ces nouveaux électeurs, mes « Ne Sait Pas », des années 80. Ces citoyens, très politisés mais assaillis par le doute, avaient basculé dans la révolte. Après avoir hésité entre les partis, ils les rejetaient en bloc ; après avoir critiqué le discours politicien, ils n'y voyaient plus qu'un faux-semblant ; après s'être interrogés sur le sens civique de leurs élus, ils mettaient en question leur intégrité. Le divorce était total.

Combien de Français se trouvent aujourd'hui en rupture, comme nos invités de « Médiations » ? 10 %, 15 % ? Allez savoir. Une seule chose est assurée, il ne s'agit pas d'un phénomène marginal. D'autant que les abstentionnistes ne constituent qu'une minorité des protestataires. Les autres rejoignent le Front national ou les Verts. Au total, la démocratie parlementaire repose sur 30 % de citoyens, une base dangereusement rétrécie.

Malgré ce danger, les maîtres du système vont répétant que « toute vérité n'est pas bonne à dire » et qu'une critique trop radicale « fait le jeu de l'adversaire ». Argument sans réplique lorsque celui-ci s'appelle Jean-Marie Le Pen. Voilà bien le nouveau piège tendu à la démocratie. Au lieu de revenir aux difficultés et aux inquiétudes de la population, il conviendrait de leur tourner le dos pour faire face à l'ennemi. C'est ainsi qu'entre 1988 et 1991 on a oublié le drame du chômage, que l'on a mis sur le compte des phantasmes le sentiment d'insécurité, que l'on va répétant que l'intégration de populations immigrées ne pose pas plus de difficultés aujourd'hui qu'hier. C'est ainsi qu'à l'inverse on prétend remobiliser les Français avec les querelles des partis et les guerres des chefs, leur faire retrouver le chemin des urnes en tripatouillant le mode de scrutin et les réunir derrière une politique sociale en capitulant devant toutes les corporations. Et, si ces raisons positives ne suffisent pas à rassembler les citoyens, on les enrôlera dans une grande campagne contre le Front national. Continuons ainsi et l'on finira par ouvrir les chemins du pouvoir au national populisme.

Hélas ! *La Grande Manip* est plus que jamais d'actualité, car la situation s'est aggravée et c'est désormais la démocratie qui se trouve menacée. Les subterfuges consistant à travestir l'appétit de pouvoir en combat d'idées et à masquer le goût des places derrière le dévouement au service du pays ne marchent plus. Les ruses ne sont plus cousues de fil blanc, mais de corde à puits. La mobilisation antiraciste et la lutte contre Le Pen ne sont pas plus efficaces. L'arsenal de la manipulation a perdu toute portée, il n'a abouti qu'à renforcer l'extrême droite au point d'en faire une formation politique puissante et menaçante.

La seule chance de barrer la route aux ennemis de la liberté et de la fraternité, c'est de jouer franc jeu avec les Français : dire les choses, reconnaître les réalités, cesser d'être habile pour devenir honnête, écouter le message dérangeant des citoyens plutôt que se réfugier dans le discours complaisant de l'élite. Ce n'est plus un choix, c'est une nécessité. J'ai écrit ce livre sous l'empire de la colère, vous allez le lire en état d'urgence.

AVANT-PROPOS

Se faire avoir ou pas

Ce livre est né d'une colère, celle d'un citoyen irrité que la France célèbre avec tant de pompe le bicentenaire de la Révolution, alors qu'elle fait un si piètre usage de la démocratie. Les bouleversements historiques et les jeux politiciens n'ont cessé de me conforter dans ce sentiment tout au long de mon travail. La chute de l'imposture totalitaire n'est pas une bonne aubaine, mais un défi qui nous charge de responsabilités nouvelles. L'universel plébiscite en faveur de la liberté signifie que nous avons perdu nos repoussoirs, qu'il ne suffit plus d'avoir « le pire de tous les systèmes, excepté tous les autres ». Il nous faut une ambition plus haute pour que le désenchantement ne succède pas à l'euphorie. Entre le meilleur des mondes et le moins mauvais, nous devons construire une société d'enthousiasme et pas seulement de résignation, afin que les peuples choisissent notre modèle pour ce qu'il est et pas seulement pour ce qu'il n'est pas. Les garanties qu'apportent nos institutions républicaines ne suffisent pas à entretenir cette ardeur, il faut encore assurer la participation effective de chacun au gouvernement de la Cité.

Notre vie politique et nos relations sociales sont fort éloignées de cet idéal, elles sont en permanence viciées par la grande manip. Ce mal insidieux qui se glisse dans les institutions démocratiques vise précisément à mettre le citoyen hors circuit, à lui conférer une apparence de responsabilité alors que tout se décide en dehors de lui. C'est la république des illusions, celle qui, aujourd'hui, se trouve condamnée par un nombre croissant de Français.

La crise présente n'est qu'une forme aiguë d'un mal chronique. Depuis que je suis en âge de voter, j'éprouve le

sentiment que le débat public est faussé, qu'il propose des choix biaisés, appuyés sur des arguments fallacieux. Mais il y a plus grave ou plus exaspérant, c'est l'utilisation permanente et abusive des grandes références, des valeurs indiscutables et des principes républicains pour couvrir les appétits de pouvoir et les intérêts particuliers. Se tromper n'est pas bien grave, être trompé devient agaçant, mais se faire duper en raison même de son attachement aux plus nobles idéaux me paraît insupportable. Plus on est sincère, plus on est épris de justice, de solidarité, d'ordre, de liberté, de morale, de progrès et plus on risque de se faire avoir. C'est la manipulation, le fléau de la démocratie.

N'étant ni sociologue ni politologue, je ne prétends pas apporter une analyse scientifique qui n'est pas de ma compétence, je propose simplement les constatations, les réactions et les réflexions d'un Français confronté à cette universelle démagogie. Je parle d'irritation, d'inquiétude aussi. Car on ne joue pas impunément avec les convictions des gens. Il n'est que de regarder l'inguérissable « gueule de bois » des anciens communistes pour s'en convaincre. Quand on s'est « fait avoir » au point de confondre démocratie et totalitarisme, d'avoir couvert les pires actions au nom des meilleures intentions, comment peut-on encore faire confiance ? Mais il n'est pas besoin d'être un stalinien repenti pour éprouver ce malaise. Qui ne s'est laissé prendre à ces présentations flatteuses qui donnaient aux plus discutables manœuvres l'apparence des plus justes causes ? Qui n'a éprouvé l'amertume de la déception, la tentation du scepticisme ?

La démocratie n'est pas un cadre juridique, c'est une société vivante. Sa substance, c'est la citoyenneté, un sentiment fragile qui s'affermit dans le respect et s'effrite dans le mépris. Elle n'existe qu'à travers l'adhésion, la confiance et la participation de chacun. Lorsque la classe dirigeante et les institutions publiques perdent leur crédit, alors il ne reste qu'une bureaucratie élective. Une caricature de république dont les partis s'acharnent à nous donner le spectacle. Voilà ce qui nous menace.

Trop abusés par la démagogie, celle qui flatte la générosité et non pas l'intérêt, qui mise sur l'espérance plus que

sur les promesses, trop déçus par la logomachie des grands sentiments, des proclamations usurpatrices et des discours mystificateurs, les Français perdent l'art de vivre ensemble, ils désertent la vie républicaine. C'est la porte ouverte à tous les systèmes de repli et d'exclusion, égoïsme, corporatisme, xénophobie, le recours aux solutions simplistes et expéditives, la défiance systématique vis-à-vis des institutions. Nous vivons avec, devant nous, la crainte d'une déstabilisation majeure provoquée par l'ascension du Front national et le développement de nouveaux affrontements à l'échelle planétaire.

La manipulation n'est pas limitée à la sphère politique, elle s'étend à toute la société et se retrouve sur tous les sujets : économique, culturel, social, écologique... C'est en permanence et dans tous les domaines que notre jugement se trouve emprisonné par le conditionnement idéologique, le conformisme obligatoire, les manœuvres séductrices. Notre liberté nous laisse parfois le choix des réponses, mais jamais celui des questions. A quoi bon, dès lors, nous demander notre avis ? A quoi bon nous intéresser aux affaires publiques ? Mieux vaut rester chez soi.

Un citoyen en colère ne peut être cynique. De fait, j'adhère totalement, dussé-je paraître naïf, aux valeurs de notre société. Ce livre leur est dédié et, s'il décrit les mauvais traitements qu'elles subissent, il dit aussi tout le respect qu'elles méritent. Car elles constituent notre capital le plus précieux, c'est pourquoi elles sont tant disputées. A nous de les préserver de tous ces détournements afin de les maintenir en place. Au-dessus de la mêlée.

Ma protestation est solitaire, je ne pense pas qu'elle soit unique. J'ai la conviction que nombre de Français ressentent confusément le même malaise, qu'ils voudraient démêler le vrai du faux, l'authentique de l'affecté dans les discours qu'on leur tient. A plusieurs reprises déjà, sur des sujets particuliers, je me suis efforcé d'aller à l'encontre de telle ou telle mystification qui entrave notre jugement. L'écho que j'ai rencontré ne tenait pas à la qualité particulière de mon travail, mais au fait que ma démarche répondait à l'attente du public. De nombreux lecteurs exprimèrent le même sentiment : « Nous nous en doutions,

mais nous n'avions pas les moyens de le savoir. » Voilà bien le mal qui ronge nos rapports sociaux : le doute. Les Français n'osent pas croire ce qu'on leur dit par peur de se faire duper. Expliquons donc les règles du jeu afin qu'ils sachent déceler les faux-semblants et s'engager résolument sur des convictions partagées.

Je vous propose ma grille de lecture, mon détecteur de fraude en quelque sorte. Il n'a pas valeur universelle. A chacun de suivre sa propre voie pour parvenir à ses propres conclusions. A chacun de comprendre dans quelles conditions il peut se fier à son bon cœur et dans quelles circonstances il doit rester sur ses gardes.

Tout ce que je dis ici est discutable et s'énonce comme tel. Je ne prétends détenir aucune vérité et ne poursuis d'autre objectif qu'ouvrir le débat. Quand vous refermerez ce livre, il n'est pas nécessaire que vous soyez convaincus. Ce serait déjà beaucoup que vous vous sentiez concernés, que devienne vôtre mon interrogation : « Se faire avoir ou pas ? »

1

Un monde piégé

C'était donc ça, l'an 2000, ce cap Horn de notre ère ! Nous l'avions tant prédit, tant décrit que nous pensions le connaître. Mais non, il ne ressemble à rien de ce que nous attendions. Aucun cataclysme nucléaire n'a dévasté la planète, aucune flotte extraterrestre ne l'a envahie, et Big Brother ne régente toujours pas l'humanité. Pourtant, c'est bien ici qu'avec dix ans d'avance l'histoire mêle les eaux des millénaires.

Notre surprise tient à une erreur de perspective : l'an 2000 n'est pas un début mais une fin, il révèle le siècle qui s'achève, mais ne dévoile pas celui qui commence. Il y a deux ans encore, nous scrutions l'horizon sans découvrir le moindre rivage et nous ne savions pas si cette interminable traversée nous mènerait aux Indes ou aux Amériques. Au ciel démocratique ou à l'enfer totalitaire. Puis l'épisode final est survenu sans crier gare, et la moralité qui s'est inscrite au bas de l'épisode lui donne rétrospectivement la cohérence d'une fable. Voilà donc ce qu'il fallait comprendre ! Les peuples comme les experts se trouvent pris de court par ce retournement imprévu. La surprise est totale. Mais le spectacle continue : les temps nouveaux ont déjà commencé sur fond de démocratie triomphante.

Hier, nous vivions un XX^e^ siècle que nous ne connaissions pas ; aujourd'hui, nous connaissons un XX^e^ siècle que nous ne vivons plus. Car ce message a valeur de faire-part. Quand l'énigme est résolue, c'est que tout est joué, que l'histoire appartient déjà au passé. Pour l'humanité comme pour l'individu, nous savons toujours trop tard. Lorsqu'il n'est plus temps d'agir.

Le voilà donc, ce siècle, démantibulé, les tripes à l'air, les

ressorts en bataille, révélant dans sa transparence cadavérique ses machineries savantes et ses rouages secrets ; la voilà, l'explication de tant d'empires et de tragédies, de tant de merveilles et d'horreurs. Il n'y avait qu'un décor en carton-pâte, tenu par une couche de peinture, qui s'effondra lorsque les moisissures de l'information attaquèrent le vernis de la propagande. Car tout le reste paraît aujourd'hui secondaire, y compris la bombe atomique. L'histoire qui se termine fut dominée par deux pouvoirs monstrueux dont nous pensions connaître l'essentiel, et dont nous ignorions l'ultime secret : celui de leur propre mort.

Il était admis que le totalitarisme ne peut succomber qu'à une force extérieure – c'est ainsi que le nazisme avait été détruit en 1945. Malheureusement, il n'y avait pas d'ange exterminateur pour venir à bout du communisme. Les tanks occidentaux n'iraient jamais libérer les peuples asservis, et ces régimes perdureraient éternellement. Ce sont eux pourtant qui, en quelques mois, se sont effondrés les uns après les autres... de mort naturelle. Tout compte fait, les barbaries sont mortelles, plus que les civilisations. Elles ne succombent pas à un comble d'horreur mais à un excès d'incompétence. Pour en terminer avec notre siècle, il fallait savoir que le communisme n'est pas seulement oppressif, inefficace, mensonger, mais qu'en définitive il n'est pas viable.

Sur le nazisme, nous portons depuis bientôt cinquante ans un regard épouvanté. Les historiens ont beau disséquer les causes politiques, les mécanismes sociologiques, il butent toujours sur cette inexplicable abomination de l'holocauste. Il ne s'agit pas d'une dérive ou d'une perversion, mais d'une fuite hallucinée dans les tréfonds de l'esprit humain, d'une régression implosive de la civilisation. Les astrophysiciens qui étudient les trous noirs nous décrivent des objets monstrueux créés par une croissance sans limites des forces naturelles. La science ne sait que deux choses sur ces états : la première, c'est qu'ils ne sont plus régis par les lois de notre physique ; la seconde, qu'ils sont par essence inobservables. Elle appelle « points de singularité » ces micro-univers qui se déroberont éternellement à sa curiosité. Le nazisme nous a révélé de telles « singularités » dans

le phénomène humain. Sans doute ne comprendrons-nous jamais ce mal absolu, cette barbarie sans raison et sans bornes. Il nous faut pourtant l'étudier afin d'éliminer jusqu'au moindre risque de résurgence.

L'énigme communiste

L'utopie communiste est d'une tout autre nature, elle n'est pas régressive, mais progressiste. Le nazisme se fonde sur les forces irrationnelles, sur le refus des Lumières. Du monde moderne il ne retient que ses outils, pour les retourner contre la pensée qui les fit naître. Il se pose en réaction absolue contre l'esprit du temps, c'est l'anti-XX^e^ siècle. Le communisme, au contraire, est né du XIX^e^ siècle, il est fils de la raison, de l'industrie, du scientisme. Karl Marx a employé son intelligence et la pensée de son temps pour comprendre la condition humaine, il n'a pas été le prophète inspiré d'une théorie aberrante. Tout philosophe reconnaît dans *Le Capital* un monument historique aussi vénérable que *La Logique* d'Aristote. Aussi dépassé, cela va de soi. Les valeurs qui ont transformé le marxisme en idéologie sont celles de notre civilisation : raison, justice, égalité, solidarité... A la différence du nazisme, dont la force maléfique surgit de nulle part en plein cœur du XX^e^ siècle, le communisme est l'enfant du monde moderne, il traduit une espérance des sociétés industrielles. Il est follement raisonnable.

Deux points de départ opposés, mais deux points d'arrivée si proches. Gestapo ou Guépéou, Staline ou Hitler, dékoulakisation ou solution finale, dans un cas comme dans l'autre, des millions d'hommes furent broyés par ces machines de pouvoir que rien ne pouvait plus contenir ou arrêter. Peu importe que l'idéologie de départ soit religieuse, nationale, raciste ou sociale ; dès lors que l'on greffe dessus le système du parti unique, on aboutit au même résultat. Cette première leçon est claire : il est des moyens qui disqualifient toute fin. Mais, pour notre plus grand bonheur, elle ne nous concerne pas directement. Il ne pèse aucune menace de cet ordre sur notre débonnaire République.

Le communisme ne soulève pas les mêmes questions à l'Est et à l'Ouest. Les peuples nouvellement libérés connaissaient depuis toujours l'imposture qu'ils subissaient et, contrairement aux étrangers, n'entretenaient aucune illusion sur leur régime. Ils savaient que les références idéologiques n'étaient que l'habillage logomachique de la contrainte, que les bureaucraties régnantes ne se souciaient pas d'« édifier le socialisme », mais seulement de conforter leurs privilèges. Pour les naufragés du totalitarisme, les plus grandes interrogations naissent de l'avenir, non du passé. Échoués aux rives de l'an 2000, dans la faillite et le sous-développement, il leur faut découvrir le très long chemin de la prospérité.

Ce n'est pas à l'Est mais à l'Ouest que se pose l'énigme. Là-bas, la machine de pouvoir a utilisé le parti unique, la police secrète et les chars pour se faire obéir ; ce n'est pas bien compliqué : rien n'est plus simple que la force. Chez nous, au contraire, les communistes n'ont jamais disposé de tels moyens. Ils ne pouvaient pas plus forcer leurs partisans à les suivre qu'empêcher leurs adversaires de les attaquer ; incapables de contraindre, ils étaient obligés de convaincre – ce à quoi, précisément, ils sont parvenus dans le respect des règles démocratiques. Ce fut le plus grand mensonge, la plus grande manip de l'histoire. Jamais on n'a fait croire pendant si longtemps et à tant de gens des choses aussi fausses.

Certes, le Parti communiste n'a pas réussi à devenir majoritaire, pas plus en France qu'ailleurs, mais il a conquis un pouvoir considérable et pas seulement sur le plan électoral. Sa filiale syndicale, la CGT, exerce depuis près d'un demi-siècle une influence prépondérante dans les relations sociales. De nombreuses communes de France, dont certaines métropoles régionales, ont vécu pendant des décennies à l'enseigne de la faucille et du marteau. L'intelligentsia, après avoir accepté un véritable terrorisme intellectuel dans l'après-guerre, a conservé une attitude de neutralité bienveillante à l'égard de cette idéologie. Il fallut attendre les années quatre-vingt pour que la communauté intellectuelle accepte la symétrie entre les totalitarismes de droite et de gauche.

La pénétration communiste fut particulièrement visible dans les mondes politique, syndical et culturel, mais elle s'est étendue à toute la société. A tout l'Occident. Même ceux qui n'étaient pas membres du parti éprouvaient une certaine considération pour l'idéologie et les régimes qui s'en inspiraient. Je ne prendrai qu'un exemple récent : l'affaire Ochoa. Le 13 juillet 1989, à La Havane, quatre hommes sont fusillés dans l'indifférence générale. Il s'agit d'Arnaldo Ochoa, général prestigieux de l'armée cubaine, et de trois colonels, tous condamnés pour trafic de drogue. Les observateurs tant soit peu informés savent que cette exécution fait suite à un « procès de Moscou » dans la plus pure tradition stalinienne. Les frères Castro ont monté de toutes pièces une provocation pour éliminer, sous des apparences légales, un officier trop brillant qui risquait de les gêner. Le crime est d'autant plus manifeste qu'il a été commis publiquement, à grand spectacle, et qu'il intervient quarante ans après les purges staliniennes qui ont appris au monde comment le communisme fabrique des coupables avec ses opposants. On imagine le concert de protestations qu'aurait soulevé une telle affaire si l'instigateur en avait été Pinochet ! Des manifestations se seraient déroulées dans toutes les capitales, des pétitions auraient afflué du monde entier. Mais trente ans de la plus implacable, de la plus stupide tyrannie n'ont pas suffi à reléguer Fidel Castro au rang des despotes ordinaires. La presse parla donc d'une affaire embrouillée, s'étonna qu'un militaire comme Ochoa se soit compromis dans le trafic de la drogue, mais n'osa pas aller plus loin et, dans son ensemble, avala tout cru le mensonge castriste. Une belle démonstration d'« influence » survenant à la veille des bouleversements en Europe de l'Est.

De Khieu Samphan, le Ribbentrop de Pol Pot, reçu dans les capitales occidentales malgré les 2 millions de Cambodgiens massacrés, aux innombrables communiqués élogieux et amicaux par lesquels se terminaient les visites officielles dans les pays de l'Est, on n'en finirait pas de recenser tous les signes de complaisance, voire de compromission, qui prouvent l'emprise du monde communiste sur le monde occidental. En France, malgré la dénonciation permanente

par le PC des « campagnes anticommunistes sans précédent », chacun s'efforçait de rendre « fréquentable » le système avec lequel on se trouvait contraint de cohabiter au niveau tant national qu'international.

Le besoin de croire

Cette situation, les Français du XX^e^ siècle l'ont approuvée, déplorée ou combattue sans en mesurer la profonde anomalie. L'attrait du communisme était une donnée de notre société qui avait pour elle l'évidence des faits établis. Sans doute fallait-il de tout pour faire une France, des francs-maçons, des royalistes, des protestants, des végétariens... pourquoi pas des « rouges ». Bref, il eût été aussi ridicule de se demander : « Comment peut-on être communiste ? » que « Comment peut-on être persan ? »...

Cette placidité ne convient plus aux Français du XXI^e^ siècle qui ont assisté à la grande libération des peuples, qui ont vu non seulement ce dégoût sans limites, ce rejet sans appel du communisme – ce qui ne signifie pas l'adoption réelle du capitalisme, c'est une autre histoire – mais aussi cette explosion de joie, cet ouragan de bonheur, qui portait les foules vers la démocratie. Témoins de ces événements, confrontés à ces évidences, comment pouvons-nous encore comprendre que tant de Français aient rêvé du passage inverse, de quitter la démocratie pour aller vers le communisme ? Il nous faut répondre à cette question pour solder le compte du XX^e^ siècle.

Certes, elle n'est pas neuve, mais je ne crois pas qu'elle ait reçu de réponse satisfaisante. On a mis l'accent tantôt sur l'aspect religieux du communisme et de l'attachement qu'il inspire, tantôt sur l'utilisation des techniques de propagande et de désinformation propres aux systèmes totalitaires. Bref, on a évoqué une spécificité dans l'art du conditionnement liée à la force de la doctrine et à l'efficacité des méthodes. Il n'en fallait pas moins pour expliquer une manip aussi étonnante.

Le communisme a réussi dans le discours autant qu'il a échoué dans l'action. Vertigineusement. Quel incroyable

succès d'avoir entretenu la foi des militants alors que la politique suivie par les pays soviétisés démentait point par point la doctrine qui leur était prêchée. Car les choses étaient connues de longue date. L'effondrement final a frappé les esprit par la vision globale qu'il offrait, il a permis d'embrasser d'un seul regard tout le désastre dont nous n'avions que des perceptions fragmentaires, mais il n'a livré aucune révélation inédite. Les responsables qui feignent de découvrir les horreurs du régime de Ceausescu se moquent du monde. Tout était connu, tout avait été publié. Au reste, cela n'ajoute pas grand-chose aux terribles massacres du communisme – stalinisme, maoïsme, Khmers rouges... –, sur lesquels nous n'ignorons rien. Aujourd'hui même, la réplique du cauchemar roumain existe toujours en Corée du Nord. Dans l'indifférence générale. Lorsque Kim Il-sung ou son fils seront enfin chassés du pouvoir, puisque l'on sait désormais que leur régime s'effondrera, on fera semblant de découvrir l'enfer de Pyongyang.

Tout au long de ce demi-siècle, il n'est venu du monde communiste que des informations catastrophiques, à une exception près : la conquête spatiale. A croire que cette doctrine ne fonctionne bien qu'en apesanteur. Nous étions informés du désastre économique même si les instances internationales feignaient de prendre au sérieux les statistiques bidons en provenance de l'Est ; nous étions avertis du désastre sanitaire qui s'affichait dans une espérance de vie qui diminuait et une mortalité infantile anormalement élevée ; nous connaissions le désastre écologique avec la mort du lac Baïkal et de tant d'autres fleuves ; nous pouvions constater le désastre culturel qu'attestait l'absence de toute création originale.

Mais le pire n'était pas qu'ici ou là des régimes communistes se livrent à des abominations ou, plus modestement, s'enlisent dans la bureaucratie. Aucun système n'est parfait, et le capitalisme possède un assez beau musée des horreurs. Non, le système était surtout condamné par son absence totale de réussite. Pas un pays démocratique, pas un pays prospère, pas un peuple heureux : partout et toujours, la misère et l'oppression. Pendant longtemps, les

fidèles invoquèrent ces « péchés originels » que constituaient la Révolution bolchevique et la personnalité de Staline. Le « communisme à visage humain » avait manqué le premier chapitre, mais il serait présent au second. L'argument perdit beaucoup de sa crédibilité à mesure que les « expériences socialistes » se multiplièrent jusqu'à former l'échantillon le plus diversifié qui se pût imaginer. Certains pays étaient minuscules, d'autres immenses ; certains de civilisation européenne, d'autres de civilisation asiatique ou africaine ; ici l'économie était déjà industrielle, là totalement agricole ; tantôt le changement de régime avait été imposé de l'extérieur, tantôt il était né de conflits internes... En somme, tous les cas de figure se sont présentés, mais l'échec a partout été le même.

Le maximalisme du discours ne faisait qu'accentuer le démenti des faits. Contrairement aux modestes sociaux-démocrates, les communistes n'affichaient que les objectifs les plus ambitieux, en sorte que le décalage entre la doctrine et la réalité devenait monstrueux. C'est une chose d'interdire le droit de grève et d'entretenir une caste privilégiée dans un régime militaire sud-américain ou africain ; c'en est une autre de le faire dans une « démocratie populaire et ouvrière » ! Sur chaque point, la réalité du monde communiste s'appliquait donc à ridiculiser le discours de ses avocats en France. Ceux-ci ne pouvaient parler démocratie, droits de l'homme, droits des travailleurs, droit à la santé, niveau de vie, égalité, colonialisme, impérialisme sans qu'aussitôt arrive de l'Est un cinglant démenti de ces démonstrations. Entre les faits publics et indiscutables, comme l'absence de démocratie dans toutes les « démocraties populaires », ou les mensonges grossiers qui ne pouvaient plus tromper personne, le communisme était parfaitement « invendable ». Passé les années de l'après-guerre pendant lesquelles il profita de l'« effet Résistance », il n'avait plus la moindre caution présentable, pas la moindre démonstration crédible, il n'offrait plus qu'une espérance à contre-expérience. Il était impossible qu'un citoyen exerçant sa raison critique, évaluant les arguments, considérant les faits, se laisse encore convaincre. Il n'empêche que le parti n'amorça son déclin

que dans les années quatre-vingt, qu'aujourd'hui encore il se trouve 8 ou 9 % du corps électoral pour proclamer « globalement positif » un bilan dont les peuples concernés ont dit et répété qu'il était « totalement négatif », et que le dernier carré des fidèles s'accroche désespérément à l'espoir d'une version humaine et démocratique d'un système qui fut partout et toujours inhumain et totalitaire.

La démocratie manipulée

Ainsi, nos règles démocratiques permettent d'exercer une telle emprise sur les esprits. Il nous faut donc mettre au jour les mécanismes d'une telle manipulation pour comprendre le fonctionnement réel de notre société et, par là même, voir les possibilités de l'améliorer. Mais on aurait tort de conduire cette recherche en se focalisant sur cet exemple. Souvenons-nous, en effet, des préceptes de Claude Bernard : « Il ne suffit pas de dire : je me suis trompé ; il faut dire comment on s'est trompé et c'est là précisément ce qui est important » ; « L'état physiologique et l'état pathologique sont régis par les mêmes forces, et ils ne diffèrent que par les conditions particulières dans lesquelles la loi vitale se manifeste. » Autrement dit, cette aberration n'est pas une monstruosité sans rapport avec la physiologie ordinaire des sociétés libres, elle constitue, au contraire, un parfait révélateur des perversions démocratiques.

Contrairement à ce que l'on voudrait faire croire, le problème posé n'est pas celui du communisme. Quand on examine en détail les mécanismes utilisés pour convaincre et retenir les militants et les compagnons de route, pour influencer l'ensemble du corps social, on ne trouve rien de vraiment original, rien de parfaitement spécifique. Les communistes se sont contentés de manier cyniquement et méthodiquement toutes les ruses, tous les artifices, tous les stratagèmes qui permettent, dans un État démocratique, de séduire l'opinion et de conquérir le pouvoir. Certes, les forces politiques ou sociales républicaines ne recourent pas de façon aussi systématique au mensonge, elles ne poussent

pas si loin l'imposture, mais elles misent sur les mêmes mécanismes pour censurer la raison critique des citoyens et obtenir leur adhésion avant tout jugement. Il suffit pour s'en persuader de parler à tous ceux qui, à un moment ou à un autre de leur vie, se laissèrent tenter par l'utopie communiste.

La plupart reconnaissent qu'ils avaient suffisamment d'informations sur le monde communiste pour se rendre compte du décalage vertigineux entre la doctrine et la réalité, pour en déduire que les principes généreux s'inversaient sitôt qu'on prétendait les mettre en application, que la démocratie devenait dictature, l'égalité inégalité, la culture obscurantisme, etc. D'ailleurs, les sympathisants communistes ne se sont jamais beaucoup illusionnés sur les « démocraties populaires » ; ne disaient-ils pas eux-mêmes dans les sondages que, s'ils devaient quitter la France, ils préféreraient vivre en Amérique ou en RFA plutôt qu'en URSS ou dans les pays de l'Est ? Leur adhésion reposait moins sur l'ignorance que sur le refus de savoir, le refus de prendre en considération. Le plus librement du monde, ils voulaient être communistes et ils étaient prêts à balayer les faits gênants, à censurer leur propre réflexion pour partager cette foi.

Dans les « démocraties populaires », l'adhésion au parti permettait de faire carrière, d'obtenir des privilèges. Rien de tel en France : bien souvent même, des militants ont sacrifié leurs intérêts particuliers à leurs convictions. Il faut l'admettre, ce sont des personnes sincères et désintéressées qui se laissèrent séduire jusqu'à soutenir l'insoutenable. Elles ne succombèrent pas au mensonge, mais à un piège bien plus redoutable, celui des bons sentiments.

La force du communisme, ce n'est pas d'avoir travesti la vérité, c'est d'avoir fait main basse sur l'espérance. Pour des millions d'individus dans le monde libre, il incarnait un certain nombre de valeurs essentielles – le peuple, la justice, l'égalité, la solidarité, la classe ouvrière, le sens de l'histoire – ainsi que le refus d'un certain nombre d'antivaleurs – l'exploitation, l'oppression, l'inégalité, l'impérialisme... L'adhésion au parti était la simple conséquence de l'adhésion à ces grands principes. Par contrecoup, la rup-

ture avec l'organisation devenait une rupture avec cet idéal. Cette conviction à la limite de la croyance reléguait toutes les contradictions, les erreurs, voire les crimes, au rang d'incidents de parcours, de regrettables dérapages. Rien ne pouvait remettre en cause une légitimité qui puisait à une telle source. On ne renonce pas au progrès humain sous prétexte qu'un chef d'État est paranoïaque ou bien qu'un parti est bureaucratisé. Or il est beaucoup d'hommes, et des plus généreux, qui veulent croire au triomphe de la justice, à la revanche des opprimés et à qui cette foi procure un réel bonheur.

Ces croisés du « grand soir », ceux qui acclamaient, en fait, tout ce qu'ils détestaient, avaient du cœur et de la tripe. Ils voulaient en finir avec le malheur, la misère, l'oppression ; ils rêvaient de construire un monde plus juste, plus égal, plus fraternel, et cette chaleureuse générosité les a perdus. La propagande communiste n'eut pas à recourir à des ruses bien subtiles, il lui suffit d'inscrire sur ses bannières : démocratie, paix, bonheur, liberté, justice ; de se légitimer au nom du peuple, des prolétaires, des travailleurs, des damnés de la terre pour que camarades et compagnons suivent, en une marche hallucinée, la route des lendemains qui chantent.

Ces militants furent assurément désintéressés sur le plan matériel, mais ils se vautrèrent dans la concupiscence morale. Ne cherchons pas ailleurs l'ultime explication de tant d'aveuglements. Le parti gavait ses fidèles de confort intellectuel. Si l'on préférait « avoir tort avec Sartre plutôt que raison avec Aron », c'est bien parce qu'on y trouvait quelques compensations. Tandis que la démagogie sartrienne distribuait son masochisme justificateur, la lucidité aronienne n'offrait que d'amères potions. Pour qui ne se dérobe pas à l'examen du miroir, il est bon d'appartenir au camp des justes, des pauvres, des exploités en lutte contre les gros, les bourgeois, les salauds. Ces satisfactions-là ont pesé plus lourd que toutes les acrobaties dialectiques et la désinformation du KGB dans l'entretien de certains égarements. Car il ne suffit pas aux hommes de faire – ou, plus confortablement, de professer – le bien, il faut encore que ce mérite soit reconnu et qu'il se prolonge par cette réciproque adulation qui cimente la communauté des justes.

Tous les repentis du stalinisme ont conservé la nostalgie des « luttes communes », de ces coudes à coudes chaleureux dans lesquels on se réchauffait l'âme au partage fraternel des saintes indignations. Les vrais purs ou les grands naïfs ne cherchent pas autre chose que ce réconfort et proportionnent même le plaisir qu'ils éprouvent aux mortifications qu'ils endurent. Ils trouvent dans le prix à payer, les couleuvres à avaler, les brimades, les rebuffades et autres avanies la preuve de leurs vertus.

La défense du citoyen

Nous ne connaîtrons plus dans le XXI^e^ siècle qui commence ces utopies à prétention scientifique, ces idéologies rationalisées à l'image du communisme. Les grandes forces que l'on devine seront par nature plus irrationnelles, plus émotionnelles : nationalisme, religion, tribalisme, racisme. Elles seront tout aussi dangereuses, et l'on peut se demander avec angoisse si l'Iran, le Liban et les Balkans, où nous avons cru assister à des résurgences du passé, ne sont pas, en réalité, des laboratoires de notre avenir. Ce serait donc préparer la dernière guerre que de dresser des barrières devant le totalitarisme bureaucratique.

Les communistes n'ont pas été bien originaux en utilisant le piège des valeurs et l'appel aux grands sentiments. Ils ont, selon les bons principes de Lénine, emprunté tous les mécanismes démocratiques afin de les retourner contre la démocratie. C'est dire qu'ils ont déniché sur place les armes dont ils se sont servis. De fait, tous les partis, toutes les Églises, toutes les chapelles, toutes les corporations tentent de nous posséder avec de telles méthodes. Mais il n'est pas une formation qui ait poussé aussi loin le recours à ces techniques, pas une non plus qui ait atteint une telle efficacité. Dans la société politique, tout le monde improvise sur le même scénario, mais les communistes ont toujours joué sur le mode majeur tandis que leurs concurrents s'en tenaient au mode mineur. Ils donnaient dans le mélodrame, l'outrance et l'imposture quand les autres préféraient la comédie, l'intrigue et la perfidie. La différence

n'est pas dans le thème, mais dans l'orchestration et l'interprétation.

Dans une démocratie, le jeu social consiste à obtenir l'adhésion des citoyens. Non pas seulement au moment des élections, mais en permanence et dans tous les domaines, car le corps électoral n'est pas la seule expression de la volonté populaire, l'opinion publique aussi fait pression sur le pouvoir. La seule limite qui s'impose à tous, c'est l'interdiction de la violence. Faute de pouvoir user de la contrainte, les truqueurs devront donc recourir à la manipulation. Un terme bien vague et qui recouvre un arsenal hétéroclite allant de la plus banale astuce, celle que chacun de nous utilise sans même y prendre garde dans la conversation, jusqu'à la manœuvre délibérée pour tromper le public. Il est impossible d'instaurer en ce domaine un « code de déontologie » qui, en pratique, mettrait le droit d'expression sous surveillance. Les procédés employés par les communistes pour attirer et retenir tant de Français ont donc le mérite de révéler, par leur outrance même, ceux, plus subtils mais de même nature, que mettent en œuvre les autres forces politiques ou sociales.

La stratégie et les stratagèmes communistes ne constituent qu'un point de départ, c'est tout le reste qu'il faut mettre au jour puisque aussi bien il nous faut « faire avec », c'est-à-dire apprendre à nous défendre. Car la décrépitude du PC ne signe pas la fin de la triche généralisée. Les joueurs de bonneteau font toujours recette aux carrefours et sur les places publiques. Aujourd'hui, des millions de Français s'imaginent défendre la patrie en danger lorsqu'ils rallient le Front national ; d'autres se persuadent qu'il faut voter socialiste pour éviter le déchaînement du racisme en France ; certains se font un devoir de soutenir la droite pour protéger les « honnêtes gens » et la morale familiale ; tandis que d'autres ne voient la justice et la solidarité qu'à gauche. Des choix qui traduisent plus souvent l'identification abusive d'un mouvement à une valeur qu'une analyse personnelle et rationnelle du problème et des solutions proposées. C'est le type même d'adhésion qui conduisit tant de Français, ni plus ni moins démocrates que moi, à rejoindre le parti totalitaire.

Inutile de se voiler la face, la démocratie implique l'acceptation de ces perversions, c'est en cela qu'elle est « le plus mauvais système, excepté tous les autres ». Qu'y a-t-il de pire, en effet, que la manipulation, sinon la prétention d'interdire la manipulation ? La seule réponse doit être individuelle. Les mauvaises pratiques ne tendent à disparaître que lorsqu'elles perdent leur efficacité, quand les ruses ne marchent plus et que ceux qui les utilisent en sont pour leurs frais. Mais cela dépend des citoyens et uniquement d'eux. Tant qu'ils suivront le démagogue, qu'ils préféreront Pierre Poujade à Pierre Mendès France, aucune réglementation ne pourra régénérer le jeu démocratique.

Pétition de principe

Les manipulations peuvent être fort diverses, mais leur objectif est toujours le même : provoquer une réponse réflexe qui saute à la conclusion sans passer par le jugement, qui approuve ou condamne avant tout examen. Lorsque je fréquentais le Quartier latin, des vendeurs à la sauvette interpellaient les passants en leur proposant des revues et ouvrages divers. Les plus malins avaient compris que, s'ils utilisaient les arguments classiques, ils n'en finiraient pas de vanter les mérites de leurs productions et se retrouveraient en fin de journée avec leur marchandise sur les bras. Ils attaquaient donc l'éventuel client sur la question-affirmation : « Vous n'avez rien contre les jeunes créateurs ? » Qui donc, mon Dieu, nourrissait de si méchants sentiments ? La conclusion coulait de source : vous allez donc m'acheter ce que je vous propose. Lorsque le vendeur se trouvait être africain, il pouvait la jouer *fortissimo* : « Vous n'avez rien contre les Noirs ? » Pour le coup, tout le monde y allait de sa poche, afin de se laver d'une telle suspicion. Quant à savoir ce qu'on ferait de la brochure ou de la lithographie, c'était une autre affaire dont on ne se souciait guère. On payait pour manifester une sympathie ou pour ne pas donner prise au soupçon. La manip n'était pas bien méchante, et je n'ai jamais regretté ces achats totalement inutiles qui ne m'encombrèrent que le temps de m'en

débarrasser. Mais le procédé ne sert pas seulement à vendre d'incasables œuvres d'art, son champ d'application est beaucoup plus étendu.

Ce chantage aux bons sentiments, aux références valorisantes n'a rien que de très banal, il fait partie du jeu social. Publicitaires ou démagogues nous interpellent sans relâche sur le mode : « Vous êtes ceci », « Vous croyez en cela », « Vous êtes contre cette chose »... « Donc vous devez adhérer, soutenir, approuver, acheter... » ; ou bien, au contraire : « Donc vous devez refuser, vous opposer, combattre... » La manip peut déboucher sur un achat anodin comme sur une décision plus importante, l'adhésion à un parti ou la signature d'une pétition, par exemple. Voilà un exercice qui se prête particulièrement bien à ce genre de terrorisme.

Le Parti communiste en fit grand usage à l'époque de sa splendeur, lorsque sur sa route se pressaient les compagnons prestigieux : artistes, écrivains, universitaires. C'est ainsi que Moscou put mettre à profit la répugnance traditionnelle des clercs vis-à-vis de la violence et de l'armée afin de téléguider de superbes manipulations comme ces « Appel de Stockholm », « Appel des cent » et autres manifestes contre l'arme atomique et pour le désarmement. Les signataires, qui n'étaient en rien des agents soviétiques, se posaient en moralistes au-dessus de la mêlée. Ils affirmaient de grands principes sans vouloir se placer dans l'un ou l'autre camp. En réalité, ces campagnes visaient à entretenir un courant d'opinion pacifiste qui, par définition, ne se manifestait que dans les démocraties, et non pas dans les dictatures. Elles avaient ainsi pour unique résultat d'entraver la politique de défense occidentale et, par ricochet, de servir les intérêts de l'URSS. Combien de grandes consciences se laissèrent prendre au jeu du « vous êtes contre la guerre, alors signez », et, sous couvert d'œuvrer pour la paix universelle, soutinrent ces initiatives qui n'ont en rien favorisé la détente et le désarmement ? Ceux-ci ne purent se réaliser qu'à l'ultime fin des années quatre-vingt, et l'agitation pacifiste n'y prit aucune part.

Sur ce thème ou sur d'autres, le parti ne cessait de mettre à contribution la fine fleur d'une intelligentsia qui lui

accordait, par conformisme moral, toutes les cautions qu'il souhaitait. La réunion de ces personnalités prestigieuses ne manquait pas de faire impression sur le public et de conforter l'image positive du communisme.

Le procédé est parfaitement démocratique, il a bien souvent contribué à faire progresser la justice, et les communistes ne furent pas, loin de là, les seuls à l'utiliser. La pétition, institution typiquement française, fait partie de notre vie publique. Mais elle peut conduire à s'engager dans des conditions hasardeuses, sous le coup d'une forte indignation, d'un grand sentiment. J'en ai personnellement fait l'expérience en de tout autres circonstances.

Peu après le massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, je fus abordé par des jeunes gens qui me présentèrent un texte condamnant cette action terroriste. Ils étaient sympathiques, j'avais été horrifié, je signai donc. Rentrant chez moi, l'évidence du propos m'alerta sur la pertinence du texte. Qui donc aurait pu approuver le carnage munichois ? Je sais bien que ce qui va sans dire... Aurait-on organisé une collecte pour venir au secours des victimes ou de leurs familles que je ne me serais pas interrogé, mais il n'était question que d'afficher une réprobation. Et pouvait-on réagir autrement que par l'horreur et la condamnation ? Comme toute proposition qui n'admet qu'une seule réponse, celle-là n'avait pas de sens. Mais, en relisant le texte, je me dis qu'il se prêtait à une tout autre interprétation : se bornant à condamner le terrorisme palestinien, il pouvait donner à croire que celui-ci était le seul facteur de trouble au Proche-Orient, qu'il suffirait d'écraser ces groupes armés pour rétablir la paix, comme le répétait une partie de la classe politique israélienne. Rien, bien sûr, n'interdit de prendre et de prôner ces positions, encore vaut-il mieux le faire en toute connaissance de cause et non dans le trouble de l'indignation. Ce point de vue n'étant pas le mien, je m'empressai de retirer ma signature et ne l'ai plus guère accordée depuis. Il est à parier que la même histoire a dû se produire, mais en sens inverse, lors des massacres de Sabra et Chatila. Belle occasion de voler au secours des Palestiniens en oubliant le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité ! Refuser de signer une pétition

laisse toujours un sentiment désagréable de dérobade, et je ne tire aucune fierté de mon abstention en ce domaine. Il est clair que je choisis la solution de facilité.

Le parti des clercs

Cette pratique vit le jour à l'occasion de l'Affaire Dreyfus et servit d'emblée la plus juste des causes. Au lendemain du « J'accuse » de Zola, *L'Aurore* publia une « Protestation » que signèrent un grand nombre d'intellectuels, Anatole France en tête. Ce que l'on appellera le « Manifeste des intellectuels » marque l'irruption sur la scène politique d'un nouveau groupe de pression : le « parti des clercs » en quelque sorte. Un parti qui peut s'engager dans un sens ou dans l'autre, voire se déchirer comme ce fut le cas dans l'Affaire, et qui recourt à ce mode d'expression bien particulier : la pétition.

Depuis lors paraissent périodiquement dans la presse des textes portant des paraphes plus ou moins nombreux, plus ou moins prestigieux, sur les sujets les plus divers. Certaines de ces prises de position, sur la guerre d'Algérie, sur la libéralisation de l'avortement ou sur les atteintes aux droits de l'homme, ont pu, au bon moment, alerter l'opinion et faire avancer les choses dans la bonne direction. Ce jour-là, il fallait signer, et ceux qui donnèrent leur nom n'eurent qu'à s'en louer. Mais cette pratique se prête aussi à des dérapages, car elle table précisément sur l'émotion plus que sur la raison. Les personnes qui s'engagent ainsi ont acquis la notoriété par leurs travaux intellectuels, elles apportent donc une crédibilité particulière tenant à la qualité de leur réflexion. Or l'histoire prouve que les clercs se mobilisent surtout par conviction, qu'ils peuvent se laisser emporter par leur soif de justice, leur haine de l'oppression sans avoir pris le temps d'une étude approfondie. Jean-François Sirinelli, qui a consacré une étude savante à ce phénomène, relève, parmi les incitations à signer, la « recherche d'identité idéologique », la « quête d'identité sociale, à la fois par agrégation à un groupe [...] et par reconnaissance d'un pouvoir influent et d'un rôle à jouer »,

mais également « le conformisme, parfois, la crainte aussi de décevoir ou de se singulariser ». On le voit, ce jeu terroriste du « vous êtes ceci, donc signez cela » se pratique fort bien au sein des élites intellectuelles. Or le public, impressionné par l'image du clerc, homme de raison, maître à penser et directeur de conscience, tend à confondre une signature au bas d'un texte et une pensée nourrie par des années de recherche.

Comme la plupart des institutions, ce procédé, fort respectable lorsqu'il est utilisé avec rigueur, se prête à tous les abus, à tous les détournements, et la manip ne réussit qu'en entraînant les personnes les plus estimables, les plus sincères, les plus généreuses. Les instigateurs même peuvent être d'une parfaite bonne foi et vouloir faire partager à d'autres leur émotion ou leur révolte. Ceux qui tirent les ficelles sont bien souvent les premiers emberlificotés.

Par définition, la pétition ne se met qu'au service de justes causes, de celles qui touchent non à l'accessoire, mais à l'essentiel. On ne pétitionne pas à propos d'une crise gouvernementale en Italie mais contre l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Si le prétexte est plus médiocre, on ne manquera pas de l'ériger en symbole et de passer du particulier au général, d'une petite affaire à un grand principe. L'appel, qui synthétise en quelques lignes toute une analyse, comporte souvent une forte charge émotionnelle. Inutile d'aller discuter par le menu, d'opposer les arguments pour et contre, de replacer la question dans son contexte : il s'agit d'une injustice flagrante. La présentation ne laisse aucune place à un jugement nuancé, elle appelle une adhésion forte et résolue. C'est une atteinte caractérisée aux droits de l'homme, une erreur monstrueuse, une faute et un crime tout à la fois ou bien, à l'inverse, une entreprise prometteuse, généreuse, enthousiasmante qu'il faut soutenir et faire triompher. On demande à l'éventuel signataire une réponse immédiate alors qu'il n'a qu'une connaissance superficielle des faits. C'est ainsi qu'un Jean-Paul Sartre n'a pas signé moins de 91 pétitions en vingt ans ! Difficile, dans ces conditions, de se livrer à une analyse approfondie.

Tout dépend alors du sérieux, de la probité des deux ou trois personnes qui sont à l'origine de l'opération. S'ils ont

pris le temps de bien étudier le dossier, s'ils sont exempts de tout calcul politicien, s'ils veillent à éviter toute récupération, alors la mobilisation du parti des clercs sera bénéfique ; dans le cas contraire, ce sera au petit bonheur.

Au terme de cette première phase, le public découvre un texte cautionné par une belle brochette de personnages célèbres et honorables. Il est invité à transférer sur le sujet en débat les sentiments de respect ou d'admiration qu'il porte aux pétitionnaires. Un passage bien hasardeux et qui reste de l'ordre de l'affectivité. La relation est-elle certaine entre le talent d'un chanteur, le génie d'un chercheur, la notoriété d'un journaliste ou l'éloquence d'un avocat et les atteintes aux droits de l'homme dans tel ou tel pays, les règles d'accès à la nationalité française, l'innocence d'un prisonnier ou le bien-fondé d'une mesure gouvernementale ?

Ainsi la pétition peut-elle devenir un piège pour le public invité à trancher de questions souvent compliquées sur la seule confiance faite à un aréopage de personnalités. Lorsque l'appel vise à réagir contre l'indifférence de l'opinion, à ouvrir un débat, il n'y a pas grand risque. Que l'admiration portée à Alain Delon, Bernard Kouchner, Françoise Sagan, Yves Montand, Renaud ou d'autres attire notre attention sur la situation des Kurdes, des Estoniens, des jeunes au chômage ou de tel condamné qui clame son innocence, c'est plutôt positif. En revanche, quand il intervient dans un débat en cours et qu'il est versé au dossier comme un argument décisif, c'est beaucoup plus discutable. A chaque élection présidentielle, les candidats présentent une cohorte, aussi nombreuse, aussi prestigieuse que possible de supporters célèbres. Le public est invité à trancher en notoriété. Le mimétisme admiratif se substitue alors au jugement critique comme mode de choix politique : « Je vote comme mon idole. » On atteint le nirvana confusionnel de la société médiatique.

Au secours de l'infirmière

Lors de la grande grève des infirmières, en octobre 1988, un comité de soutien invita la population à manifester aux

côtés des blouses blanches. Les signataires de cet appel, appartenant pour l'essentiel au monde du spectacle, formaient le plus brillant « casting » qui se pût concevoir. Voilà bien l'archétype de l'unanimisme émotionnel. D'une façon générale, les Français associent les mots « revendications » et « légitimes » aussi étroitement que « pompes » et « funèbres », « économiste » et « distingué », « bordeaux » et « léger », « cadre » et « dynamique », etc. Il faut vraiment que les plaignants soient commandants de bord à Air Inter, gagnent 70 000 francs par mois et multiplient les grèves brimades afin de piloter à trois des appareils que, partout dans le monde, on pilote à deux, pour que le public en vienne à s'interroger sur le bien-fondé d'une réclamation catégorielle. Mais, dans le cas des infirmières, il y avait plus que cette bienveillante neutralité : le mouvement avait suscité un courant général de sympathie ; chacun comprenait le mécontentement qui s'exprimait et, sans même en connaître le détail, approuvait les revendications. Pour sa grand-messe, le comité avait choisi un thème rassembleur : « La santé doit être une priorité sociale », que nul, bien sûr, ne saurait contester. On pourrait aussi bien proclamer : « Le chômage doit être une priorité sociale », « L'aide aux handicapés doit être une priorité sociale », « L'enfance malheureuse doit être une priorité sociale », « La pauvreté doit être une priorité sociale », « L'éducation doit être une priorité sociale »... Chaque fois, on recueillerait la même approbation consensuelle. A l'inverse, les propriétaires de cliniques ou les pharmaciens auraient pu utiliser le slogan des infirmières pour couvrir leurs propres revendications.

En l'espèce, apporter son adhésion ne coûtait rien et vous gratifiait d'une image flatteuse ; la refuser pouvait signifier, au contraire, que l'on se fichait des infirmières et de la santé publique. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas manifester sa sympathie en forme de vœux pieux ?

Si ces positions avaient été prises par des experts qui connaissaient les dossiers, qui avaient traduit ces bonnes intentions dans une politique, un programme et des choix, alors elles auraient mérité d'être prises en considération. Mais il est peu probable que MM. Pierre Arditi ou Yves Robert, M^mes^ Diane Dufresne ou Delphine Seyrig aient

maîtrisé ce casse-tête de toute société moderne qu'est l'économie de la santé. Il n'est pas certain non plus qu'ils savaient ce que représentait en termes budgétaires une augmentation salariale de 2 000 francs par mois, inévitablement répercutée sur d'autres catégories. Bref, on s'en tenait aux bons sentiments en oubliant que le problème n'est jamais de savoir ce qu'il faudrait faire, mais de trouver le moyen de le faire.

Ainsi, l'appel à des personnalités notoires mais non autorisées ne débouche que sur des généralités sans portée pratique. Mais non sans effet. Signer pour ne rien dire signifie toujours quelque chose pour quelqu'un. Le public doit logiquement penser que ces artistes admirés ne s'engagent pas sans raison. S'ils demandent que la santé soit prioritaire, c'est qu'elle ne l'est pas, que l'action gouvernementale est défaillante. La conclusion coule de source, mais n'est pas explicitée.

Critiquer le gouvernement n'a rien que de très légitime, et tenter de le déstabiliser à l'occasion d'une crise est de bonne guerre. Les sectateurs de l'école libre ne s'en sont pas privés : comment le leur reprocher, puisqu'ils se situaient clairement dans l'opposition et ne cachaient pas leurs intentions ? En revanche, les signataires de l'appel en faveur des infirmières étaient, pour une bonne part, des gens de gauche qui ne souhaitaient sans doute pas gêner le gouvernement de Michel Rocard. Ils ne voulaient que manifester une sympathie et se tenaient à mille lieues des manœuvres tortueuses qui marquèrent cette crise. Car ce furent les courants du PS antirocardiens, non les partis de droite, qui, en sous-main, jetèrent de l'huile sur le feu. D'anciens trotskistes, ralliés au socialisme mais peu favorables à l'ouverture, se firent un plaisir de pousser à la médiatisation du conflit tout en incitant la coordination des infirmières à camper sur des positions maximalistes et intransigeantes.

La légitimité des revendications était une réalité et pas seulement une clause de style, et la probité des signataires, au-dessus de tout soupçon : voilà précisément le cas de figure où l'on risque de céder au piège des bons sentiments. Les précédents de l'enseignement privé, des droits d'ins-

cription à l'Université, de l'accès à la nationalité française ont de quoi rendre méfiant. Les justes causes sont des marchandises trop convoitées pour qu'on les traite sans précaution. Lorsque nous nous précipitons dessus, il y a généralement à l'arrière-plan un manipulateur qui s'apprête à toucher les dividendes de notre indignation.

Droit au cœur

L'attachement à certaines valeurs représente une richesse et une faiblesse. Il n'est rien de si triste que de ne pas croire et rien de si dangereux que de croire. A nous donc de garder à la fois nos convictions et notre vigilance afin de nous engager sans nous faire manipuler. Car tous ceux qui veulent se concilier l'opinion ou, du moins, s'assurer sa neutralité ont compris depuis longtemps qu'ils doivent jouer sur ce registre bien plus que sur l'argumentation.

De fait, la comédie de l'imposture fait recette à tous les carrefours. Quoi que l'on dénonce, demande ou défende, il faut s'abriter derrière les plus belles intentions ou les plus nobles idéaux. Le droit d'ouvrir un supermarché ou celui de rester entre boutiquiers, la pilule du soir ou celle du lendemain, voire du surlendemain, l'école de l'instituteur ou celle du curé, les quotas laitiers, la création télévisuelle, le Minitel rose, la taxe professionnelle et les *boat people*, tout, absolument tout, s'enrobe dans les grands principes. On ne saurait vous entretenir de la plus triviale affaire qu'on ne jette dans la balance quelque liberté fondamentale. Ces mêmes valeurs intangibles se changent en tabous pour protéger les plus coupables défaillances, les pires excès. Bref, elles se prêtent à tous les abus et sont d'autant plus irritantes qu'elles constituent le fondement même de notre civilisation. Les communistes les ont plus que d'autres mises à contribution, mais, là encore, ils n'ont rien inventé.

Les sociétés n'ont pas trente-six moyens pour subsister. Il leur faut choisir entre la force et la vertu, comme l'avait déjà remarqué Montesquieu. Nos démocraties, ayant opté pour la seconde solution, s'appuient sur un code moral

pour obtenir l'adhésion des citoyens. Car la froide raison ne suffit pas à gouverner les hommes, elle doit être mise au service d'idéaux plus chaleureux : justice, liberté, famille, patrie, propriété, bonheur, solidarité, respect de la vie, droits de l'homme... Tout pouvoir va donc s'efforcer de gagner une légitimité qui dépasse le seul plan de la cohérence et de l'efficacité. Tout intervenant dans le débat public sera tenté d'en appeler à ces références suprêmes afin de conférer plus de force à son propos. L'idéal étant de parvenir à se faire juger sur ses intentions plutôt que sur ses réalisations

La sociabilité moderne implique que chaque citoyen se détermine par rapport à ces références. Racisme ? Tous contre. Justice ? Tous pour. Liberté ? C'est sacré. Propriété ? Oui, mais. Sécurité ? Absolument. Solidarité ? Forcément... Chacun juge à sa façon, mais il juge. Peu importe que l'un dise « A bas l'inégalité ! » et l'autre « Vive l'inégalité ! » pourvu que nul ne reste indifférent. Ainsi se crée un maillage invisible de liens et de bornes, d'attirances et de répulsions qui structure le corps social et sans lesquels nous n'aurions de choix qu'entre la dictature ou l'anarchie.

Grâce à ces milliers de réflexes conditionnés, chaque individu en particulier et le corps social dans son ensemble offrent des réponses prévisibles qui permettent de les contrôler. Tout homme de pouvoir ou d'influence joue de ces sollicitations et de ces réactions. Lorsque ces stimulants sont bien maîtrisés, ils remplacent avantageusement un appareil policier et dispensent de longues démonstrations. Lorsque, à l'inverse, ces références ne sont plus reconnues, le système se bloque et l'on bascule dans une crise majeure.

La loi du plus rapide

Sur ces premiers exemples, on pourrait penser que la manipulation se limite aux grandes questions politiques et sociales. Il n'en est rien, c'est dans tous les domaines que des groupes de pression, des Églises et des chapelles s'efforcent de nous abuser en jouant des valeurs éternelles. Voyez par exemple la liberté et la répression. Comment

n'être pas pour la première et contre la seconde ? Si je vous parle d'une mesure qui brime arbitrairement la liberté et s'accompagne d'une insupportable répression, vous ne pouvez que partager mon indignation. Ce serait même le bon moment pour vous mettre une pétition sous le nez et un stylo dans la main. Refuseriez-vous de signer au risque de passer pour un nostalgique de l'État totalitaire ? Voilà, vous venez de réclamer la suppression des limitations de vitesse. Car c'est au nom des droits de l'homme et du citoyen réunis que le lobby de l'automobile mène son combat et réussit à convaincre des millions d'automobilistes qui, à vrai dire, ne demandent qu'à l'être. Et pourtant...

Toutes les études prouvent que la vitesse constitue, et de loin, la première cause des accidents et qu'il ne sert à rien de lancer des campagnes de sécurité routière si l'on ne commence pas par la limiter. Seule une nécessité incontournable peut contraindre tous les gouvernements à prendre une mesure aussi impopulaire. Car les automobilistes aiment conduire vite et sont tout disposés à croire qu'il s'agit là d'un plaisir innocent. Les constructeurs, relayés par les différentes associations et l'ensemble de la presse spécialisée, ne manquent pas d'argumenter contre cette « intolérable brimade ». Mais leurs plaidoyers résistent mal à l'évidence des faits. Comment contester que l'apparition des limitations de vitesse a brutalement fait baisser le nombre des morts et que, par conséquent, leur suppression le ferait de nouveau augmenter ? C'est alors que les chantres du 200 kilomètres à l'heure jettent dans la balance l'argument décisif : l'atteinte à la liberté individuelle.

Ayant consacré une émission à la sécurité routière – et, par conséquent, au respect des limitations de vitesse –, je fus submergé par les protestations d'automobilistes « rapides ». Et sans cesse revenait la référence à ces grands principes : « Vous êtes incapable de concevoir un monde de liberté et de responsabilité », « Vous voulez nous faire vivre dans une société policière. Vous ne pensez qu'à la répression. » Un boulimique du kilomètre-heure me lança même : « C'est la Roumanie – celle de Ceausescu bien sûr –

que vous voulez ! » Le droit d'écraser l'emportait sur celui de n'être pas écrasé. Une perversion des valeurs dont bien des correspondants n'étaient sans doute qu'à demi conscients. Tous nos Prost de la départementale se transformaient en Gandhi de la désobéissance civique, en combattants de la liberté face à l'oppression gendarmesque.

Pour surmonter les évidences rationnelles et la crainte de l'accident, il suffit de jeter dans la balance des ingrédients émotionnels à forte valeur ajoutée : la défense des libertés en premier lieu, mais également la valorisation personnelle. Les partisans de la vitesse font partie des 70 % de Français qui se jugent « bons conducteurs ». Le refus des limitations devient alors une affirmation de cette compétence indémontrée. En rejoignant le camp des opposants, ils s'intègrent à l'aristocratie routière en lutte contre ce « nivellement par le bas ». Constructeurs automobiles et autres vedettes de la formule 1 se chargent de conforter ce dérisoire sentiment de supériorité. La limitation heurte la vanité du conducteur, la chose de la route la mieux partagée ; la sanction, elle, agresse nos libertés chéries. Le cinémomètre radar devient un engin totalitaire, et nos chauffards se transforment en victimes de l'autoritarisme.

Ce genre d'argumentation n'a pas cours sur les routes américaines, et les contrevenants ne peuvent compter ni sur l'indulgence des autorités ni sur la compréhension du public. En revanche, on retrouve outre-Atlantique ce même schéma plaqué sur un tout autre problème : le commerce des armes. Celles-ci sont considérées comme une marchandise ordinaire, et l'on peut acheter un pistolet ou une carabine sans plus de contrôle que pour un vélo ou une tondeuse à gazon. Le première conséquence de cette situation, c'est que 70 millions d'Américains sont armés ; la seconde, que près de 10 000 d'entre eux sont tués par balles chaque année, ce qui constitue un sinistre record pour un pays moderne. Bref, les armes sont aussi meurtrières aux États-Unis que les automobiles et les camions en France. Dans un cas comme dans l'autre, une sévère réglementation sauverait des milliers de vies humaines. L'opinion américaine en est consciente, qui, dans les son-

dages, se révèle favorable à des lois restrictives. Mais la toute-puissante National Rifle Association, qui regroupe le lobby de l'armurerie, a toujours bloqué les réformes. Elle a obtenu que le candidat Bush après le candidat Reagan s'engage à ne prendre aucune mesure restrictive en ce domaine. Car les Américains sont aussi hésitants sur la vente libre des armes que les Français sur la vitesse libre des voitures, et pour des raisons assez comparables. La condamnant sur le plan rationnel, ils y restent attachés sur le plan sentimental, et les marchands se chargent de brouiller les cartes en jouant du couple liberté-valorisation.

D'un côté, ils ont fait de la détention d'armes une prérogative de la citoyenneté américaine, en sorte que son interdiction serait ressentie comme la remise en cause d'un droit fondamental. De l'autre, ils flattent l'*ego* des clients. Chacun, se jugeant assez responsable pour posséder un revolver, affirme cette capacité en revendiquant son fusil préféré. Liberté d'écraser ici, liberté de tirer là : liberté, que de crimes...

Laxisme et répression

Sur la route, donc, c'est l'amour de la liberté et le refus de la répression qui furent appelés à la rescousse des chauffards. Des notions qui traînent à leur suite un cortège de grands mots – châtiment, victimes, coupables, droits, innocence et oppression – et ne peuvent que susciter de fortes réactions : pour ou contre. Car les bonnes consciences se retrouvent également côté manche et côté trique, dénonçant tantôt le « laxisme coupable », tantôt la « répression aveugle ». L'un ne soulevant pas moins d'indignation que l'autre.

En brandissant à propos ces grands mots, en jouant de leur forte charge émotive, tout dirigeant peut faire ovationner ses propositions ou conspuer ses adversaires, et ne s'en prive pas. M. Krivine ou M. Krasucki parleront de « répression sauvage » à propos d'une manifestation dispersée ou d'un instituteur sanctionné. Et les parlementaires de droite ressortiront périodiquement la guillotine en réac-

tion contre le « laxisme coupable »... tout en sachant que le châtiment suprême n'a jamais fait diminuer la criminalité de sang. Mais qu'importe le discours, l'écho seul intéresse nos démagogues.

En matière de délinquance routière, la sévérité est condamnée alors qu'elle serait très dissuasive ; mais, à l'opposé, les chantres de l'idéologie sécuritaire en appellent à la répression pour lutter contre la petite délinquance, bien que son efficacité sur un tel terrain ne soit nullement démontrée. Des milliers de « braves gens » exaspérés, et on les comprend, par la multiplication des vols et des agressions rêvent de solutions expéditives. Ils souhaitent se convaincre que celles-ci sont conformes à la morale, qui exige le châtiment des coupables et la protection des victimes ; mais, inversement, ils sont aussi rebutés par les démonstrations rationnelles sur les causes sociales du fléau que les automobilistes par les austères graphiques prouvant la nécessité de limiter la vitesse. Il suffit donc à Légitime Défense de valoriser l'honnêteté et de culpabiliser la délinquance pour que la lutte contre les voleurs à l'étalage devienne l'implacable combat du bien contre le mal. Délicieuse transformation ! Alors que ces maudits sociologues voient une victime dans chaque criminel et un responsable dans chaque victime, qu'ils voudraient changer la société, mon Dieu que d'efforts ! pour faire cesser la violence, les nouveaux shérifs affirment que les honnêtes gens sont honnêtes, que les crapules sont des crapules et que, pour faire reculer le crime, il faut taper sur les criminels. C'est tout de même plus agréable à entendre... et qui donc ira s'assurer que l'on ne fabrique pas des braqueurs de banque avec des voleurs de Mobylette ? Mais ces mêmes matamores de banlieue n'ont jamais été séduits par le caractère fortement dissuasif de la sanction pour lutter contre la délinquance en col blanc. Pour que règne l'ordre moral dans ce pays, la prison doit évidemment sanctionner les vols dans les supermarchés plus sévèrement que la fraude fiscale.

Manifestation de la justice outragée ou bien atteinte insupportable aux libertés, la répression devient l'abusive caution des plus irrationnelles démonstrations. Psalmodiée sur le mode incantatoire, elle permet de susciter à propos

les réflexes qui interdisent toute réflexion sérieuse. Ainsi les séductions du discours passionnel l'emportent-elles régulièrement sur les froides argumentations du discours rationnel.

Chaque camp assaisonne à sa façon la liberté, la répression, le bien, le mal, la morale, la justice. Il faut être bien malhabile pour ne pas orner sa cause d'une valeur positive et ne pas clouer quelque horreur bien rébarbative sur son adversaire. La manœuvre ne résisterait pas à un examen tant soit peu approfondi, mais qui donc a le temps de procéder à cette contre-expertise, et qui le souhaite ? Pour peu que la solution ainsi parée s'avère accommodante, il faudrait être masochiste pour aller chercher plus loin.

Scientifique, vous avez dit scientifique !

Les communistes se sont gargarisés pendant un siècle de leur socialisme « scientifique ». Ils en tirèrent une certitude, une arrogance même, qui ne fut pas étrangère aux pires outrances du système. La science n'a évidemment rien à voir avec le marxisme, mais cela confortait la foi des fidèles et en imposait aux sceptiques. Après des millénaires de tâtonnements, c'était la science elle-même qui nous découvrait le sens de l'histoire humaine. La méthode qui nous avait fait comprendre les lois de la mécanique céleste, les secrets des microbes, les mystères de l'électromagnétisme nous révélait notre propre vérité, et, par chance, cette vérité-là était exactement celle que l'on souhaitait. Le doute n'était pas permis. Il y a quelques années encore, j'entendais un de nos derniers marxistes orthodoxes expliquer que « la lutte des classes est une loi prouvée à l'égal de l'attraction universelle ». Par cette usurpation d'autorité, la philosophie quittait la pénombre des spéculations pour rejoindre l'éblouissante lumière des religions révélées.

Évidemment, le RPR n'a jamais osé prétendre qu'il détenait le gaullisme « scientifique », mais la même imposture fait florès dans un tout autre domaine. Les astrologues vous soutiennent *mordicus* que leur discipline est « scientifique ». D'ailleurs, certains ne calculent-ils pas le thème

astral sur ordinateur ? Une machine qui, comme on sait, donne à tout coup le label envié. Comme le Bélier et le Verseau semblaient peu compatibles avec l'austère dignité de la science, nos modernes sorciers se sont rabattus sur la numérologie. Le nombre pur, n'est-ce pas la base de toute mathématique ? En jonglant avec la date de naissance – mais on oublie de préciser dans quel calendrier – et quelques autres chiffres tout aussi significatifs, on singe les chercheurs qui se débattent avec leurs équations. C'en est fini des boules de cristal et de la quincaillerie magicienne. De la mathématique, rien que de la mathématique, cela fait tout de même plus sérieux.

L'usurpation d'autorité n'impressionne pas seulement les gogos sur les champs de foire : voilà maintenant que des entreprises, et non des moindres, combinent les analyses graphologiques, astrologiques et numérologiques pour dénicher les meilleures « têtes ». Certains dirigeants font établir un « numéroscope » ou un « numérogramme » avant de signer un contrat ou de prendre une décision importante. Il est vrai que les mages et les voyantes ont toujours compté un fort contingent de commerçants et artisans dans leur clientèle – réaction bien compréhensible de gens estimables peu formés à la gestion et vivant dans la hantise des « mauvaises affaires ». Mais il est inquiétant que des managers façonnés par les écoles de commerce en viennent également à rechercher une telle assistance.

Hommage du vice à la vertu, c'est la science, expression suprême de la déesse Raison, qui se trouve donc mise à contribution... pour cautionner l'irrationnel ! Il n'est décidément aucune valeur qui ne puisse être récupérée et détournée. Toutes sont commises d'office pour défendre les plus mauvais dossiers et manifestent ce même pouvoir d'étouffer les objections et d'emporter la conviction.

Le complexe du colonisateur

Remplacer la violence par la morale, et non plus justifier l'une par l'autre, c'est le tournant de la civilisation, celui que nous avons fort heureusement pris. Reste à maîtriser

l'attachement et le respect que nous portons à ces idéaux, à éviter l'éblouissement du sacré ou la terreur du tabou. Car les idéologies totalitaires ne sont pas les seules à exercer une telle emprise sur les esprits. Bien souvent, nous cédons à une sorte de conditionnement social qui ne correspond à aucune manipulation concertée. Le poids du conformisme, les normes d'une conscience collective nous conduisent à ne pas dire certaines choses, donc à ne pas les penser et, en définitive, à ne pas les voir. Nous pataugeons dans un aveuglement général, refusant l'évidence jusqu'à ce qu'elle s'impose à tous. C'est alors que chacun s'interroge sur les raisons d'une si longue cécité.

Notre crainte du racisme, notre culpabilité de riches par rapport aux pauvres, d'anciens colonisateurs par rapport aux colonisés nous ont ôté toute lucidité pendant deux décennies vis-à-vis des pays du tiers monde. Une fois de plus, ceux qui tombèrent dans le piège ne furent pas les cyniques qui se désintéressent des peuples misérables, mais ceux qui ont soutenu la décolonisation, qui s'estiment concernés par le développement. De bonnes intentions qui vont se perdre dans la plus grande confusion. Tandis que les uns donnaient dans le tiers-mondisme masochiste et rendaient l'Occident coupable des malheurs qui accablent ces populations, les autres, plus raisonnables, témoignaient d'une indulgence excessive à l'égard des dirigeants qui remplacèrent les anciens colonisateurs. Les yeux ne s'ouvrirent qu'en 1988 avec les émeutes d'Alger ; alors, enfin, on osa regarder la réalité en face et appeler les choses par leur nom. Or l'Algérie n'était pas l'Albanie, chacun pouvait savoir ce qui s'y passait, et il n'était pas besoin d'attendre qu'un opposant comme Ait Ahmed nous dise : « La décolonisation a été pervertie par les dictatures qui ont confisqué la souveraineté populaire », il suffisait d'aller sur place pour le constater. Que les nouveaux maîtres de l'Algérie soient ces fellagha contre lesquels nous avions livré une guerre injuste ne nous condamnait pas au silence.

Certes, nul ne détient le remède miracle pour transformer un pays africain en nation moderne, et nous devons nous garder des jugements péremptoires qui plaquent nos propres critères sur une réalité toute différente. Il n'em-

pêche que le despotisme, la corruption, l'incurie, le clientélisme ne se changent pas en simples particularités culturelles lorsqu'ils passent de l'Europe à l'Afrique. Il s'agit, sous toutes les latitudes, de fautes et de crimes qui font le malheur des hommes et doivent être dénoncés comme tels. Lorsqu'ils atteignent un niveau insupportable, il existe, pour les intellectuels encore plus que pour les États, un devoir d'ingérence, qui devient même dans certains cas une obligation d'assistance à peuples en danger. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps ? Avait-on besoin des extravagances d'Amin Dada ou de Bokassa pour se croire libéré d'un imaginaire devoir de réserve ? Aucune « altérité africaine » ne saurait justifier le luxe insolent des élites côtoyant la plus extrême misère. Tous les Mobutu, Mengistu, et autres tyranneaux ne valent pas mieux que les dictateurs américains ou asiatiques. Mais on éprouvait moins de gêne à dénoncer les Marcos, Stroessner, Duvalier ou Somoza que les maîtres de nos anciennes colonies. Car les premiers se voulaient les « libérateurs », quand ils n'étaient pas en outre les guides géniaux d'une « révolution socialiste », tandis que les seconds s'étaient cyniquement emparés du pouvoir à des fins personnelles. Or l'histoire ne fait rien à l'affaire. La Rhodésie raciste du pasteur Ian Smith était inacceptable, et il fallait soutenir les mouvements d'émancipation des Noirs, notamment celui de M. Mugabe. Mais quand, le 20 décembre 1989, le jour même où commence l'insurrection roumaine, dans la Rhodésie devenue Zimbabwe, ce même Robert Mugabe annonce la constitution d'un régime de parti unique en précisant : « Le socialisme auquel nous aspirons sera construit sur la base des principes du marxisme-léninisme », il n'y a pas à hésiter. Une fois de plus, le héros d'une juste lutte se transforme en dictateur. Les populations du Zimbabwe seront passées d'une oppression blanche à une oppression noire ; il fallait dénoncer la première, il n'y a pas lieu de transiger avec la seconde. Dans l'intérêt même de ces peuples.

Nous sommes sans arrêt empêtrés dans le respect de nos principes jusqu'à ne plus savoir mettre le simple bon sens à leur service. On nous parle progrès de l'humanité, sens de

l'histoire, libération des peuples, combat contre le racisme, et nous nous indignons ou, au contraire, nous devenons sourds et aveugles. Car l'on nous a fait beaucoup pratiquer l'indignation sélective à l'échelle internationale. Certes, les tyrans mis au pilori planétaire ne l'avaient pas volé. Il était bon de fustiger les généraux argentins, Pinochet, Duvalier, Khomeyni, Jaruzelski ou l'apartheid sud-africain, encore aurait-il fallu ne pas épuiser notre capital d'indignation jusqu'à détourner notre attention de Ceausescu, de Kim Il-sung, de Castro et autres dictateurs africains. Il est vrai que nous avons eu tant de barbaries à dénoncer en cette fin de siècle que nous ne savions plus où donner de la colère. Raison de plus pour ne pas nous laisser embarquer dans les croisières organisées de la réprobation internationale.

Ce que l'on dit et pas ce que l'on fait

Rien n'est si difficile que d'avoir le respect lucide, c'est-à-dire de maintenir son jugement critique en dépit de ses attachements. On l'a vu tout au long de l'histoire avec le patriotisme. *Right or wrong my country.* Et pourquoi donc ? Suffit-il que l'armée française se batte pour que la guerre devienne juste ? Suffit-il que notre diplomatie définisse une politique pour qu'elle soit acceptable ? Aimer son pays n'implique pas de se fier aveuglément à ses gouvernants. Ceux-ci ne sont pas la France, ils n'en sont que l'expression majoritaire et temporaire. A nous de vérifier que leur action ne contredit pas les idéaux inhérents à la notion de patrie.

Le communisme nous a bien montré que nous ne devons laisser personne, aucun homme, aucune organisation, s'emparer de nos valeurs. A la seconde où nous admettons que tel ou tel incarne la justice, l'honnêteté, l'ordre, l'efficacité, la solidarité, le progrès, nous sommes perdus. Nous avons donné un chèque en blanc, et, lorsque nous voudrons en contrôler l'usage, il sera trop tard. Il n'appartient à personne de dire ce qu'est un honnête homme et ce qu'est un salaud, ce qu'est la France et l'anti-France, ce qu'est la solidarité et l'égoïsme, ce qu'est le respect de la personne

humaine et ce que serait sa violation. Que les uns et les autres nous donnent leur avis, à nous de juger. Nul n'est habilité à distribuer des certificats de patriotisme, d'antiracisme, de générosité, de culture ; à l'inverse nul n'a autorité pour infliger des marques d'infamie. Pourtant, ces usurpations d'autorité se rencontrent tous les jours. Car elles sont bonnes filles, nos valeurs fondatrices : toujours disponibles sans contrôle d'origine, d'authenticité ou de destination.

Il n'est même pas nécessaire de pratiquer les vertus dont on se réclame et que l'on prêche aux autres. Là encore, les communistes poussèrent à l'extrême cette schizophrénie du « écoutez ce qu'on dit, ne regardez pas ce qu'on fait ». Mais ceux qui dénonçaient la poutre dans leurs yeux avaient bien souvent plus qu'une paille dans les leurs. Le « camp de la liberté » s'est longtemps accommodé de dictatures qui servaient ses intérêts et ne valaient pas mieux que les régimes « socialistes ». On n'en finissait pas de se jeter à la tête les coups de Prague et les républiques bananières. A deux reprises dans notre histoire, la droite nationaliste et belliciste qui ne cessait de dénoncer l'anti-France se révéla la plus capitularde, la plus empressée à s'entendre avec l'ennemi. De Bazaine à Pétain, nous avons appris que le patriotisme ne s'affiche pas *avant* mais se constate *après*. Nos champions du libéralisme compétitif, de l'inégalité productiviste ne respectent rien tant que l'héritage, l'anonymat sur l'or et autres institutions bourgeoises fort peu méritocratiques. Le culte socialiste de l'égalité, le désintéressement toujours ostentatoire des gens de gauche n'a jamais refréné ce goût des places et rentes de situation qu'ils se disputent avec âpreté sitôt arrivés au pouvoir.

Cette hypocrisie est dangereuse pour les particuliers. Le parangon de vertu surpris au bordel, le notable piégé avec ses pots-de-vin, le va-t-en-guerre planqué loin du front, le défenseur de l'esprit civique quémandant des passe-droits risquent de jouer un mauvais personnage. Tout devient beaucoup plus simple à l'intérieur d'un parti, d'un mouvement ou d'un organisme, lorsque la seule adhésion vaut présomption de bonne conduite. Le militant antiraciste ne peut pas, cela va de soi, mettre son fils dans une école privée loin des enfants d'immigrés, le membre d'un parti anti-

capitaliste est incapable de se livrer à des manœuvres spéculatives, le journaliste ne saurait faire preuve de complaisance, et le magistrat de partialité. Cette obligation de mettre ses actes en accord avec ses paroles qui impose une certaine prudence aux tartufes ne vaut que pour des individus faibles et isolés. Elle ne se retrouve guère à l'échelle collective. Il y a belle lurette que les puissants se sont affranchis de cette logique primitive et qu'ils n'éprouvent aucune gêne à prôner le respect de principes qu'ils violent chaque matin.

Cette libre utilisation de toutes les vertus dont on se dispense constitue l'un des plus éminents privilèges du pouvoir. Alors que les faibles n'en finissent pas de se justifier, les forts ne tolèrent aucun contrôle de conformité entre leurs paroles et leurs actes. Tout groupe social, organisme ou profession a pour premier objectif d'interdire le soupçon ou même le simple examen. Seule la justice a pu édifier une barrière légale avec le fameux outrage à magistrat, mais chacun rêve d'une telle protection et, faute de recourir à la force publique, monte sur ses grands chevaux au moindre doute. Les professeurs ne demandent rien que dans l'intérêt des enfants, les commerçants ne songent qu'à celui des consommateurs, les riches ne veulent qu'enrichir les pauvres, les fonctionnaires ne souhaitent que mieux servir les administrés, les médecins ne pensent qu'à leurs malades, les agriculteurs qu'aux affamés du tiers monde. La moindre réticence devant ce déluge de bons sentiments est ressentie comme une trahison sociale et soulève une réprobation unanime. Ce pacte de non-agression, voire d'assistance réciproque, qui unit tous les groupes et toutes les corporations, n'a rien de charitable. Chacun redoute que la création d'un précédent n'ouvre la voie à une remise en cause générale et qu'au terme de cette révolution culturelle on ne puisse plus en appeler aux grandes valeurs sans se voir opposer son propre comportement. Mais ce n'est pas demain que la France se lancera dans ce dévastateur jeu de la vérité, et chacun peut prêcher en langue de bois sans craindre le moindre retour de flamme. A quoi bon dès lors se priver de ces cautions dont nul ne vérifie la solidité, de ces jokers que l'on annonce toujours et ne montre jamais ?

Les principes et les intérêts

Derrière le paravent des valeurs incontestables se cachent parfois des turpitudes, mais, le plus souvent, de simples intérêts particuliers qui, sans être déshonorants, gagnent à rester dans l'ombre. Chacun voit midi à son clocher, une priorité nationale dans son activité et un scandale dans le peu de considération qui lui est accordé. Quant aux crédits, ils ne peuvent qu'être insuffisants. Les demandes et protestations s'adressent non seulement au gouvernement, mais aussi à l'opinion dont le soutien est indispensable pour obtenir gain de cause. Les infirmières étaient si mal traitées qu'elles ont pu mettre en avant leurs revendications catégorielles et n'invoquer la santé publique qu'en un second temps. Mais, en général, on fait l'inverse. Aux autorités de tutelle, on parle salaires et avantages divers ; dans les médias, on évoque la grandeur du pays, l'intérêt national, l'éducation, la santé, la culture, la justice... bref, les grands thèmes. Car les Français ne sont pas des philanthropes et pourraient rester insensibles aux simples revendications catégorielles.

Comment se former une opinion dans cette mêlée furieuse de groupes de pression tous plus désintéressés les uns que les autres ? Comment distinguer entre les protestations sincères et les réclamations abusives, alors que toutes sont présentées sur le même mode mélodramatique par des avocats qui plaident sans le dire pour leur propre compte ? A ce jeu, chaque corporation s'installe dans son bon droit et finit par oublier qu'elle défend d'abord son intérêt particulier.

Les débats publics dont nous sommes témoins se placent toujours sur le plan des principes, dans une atmosphère éthérée de parfaite abnégation. Ni intérêt personnel, ni ambition privée, ni égoïsme corporatif n'apparaissent jamais, car ils pourraient éveiller notre méfiance et relativiser notre jugement. Le citoyen ne doit se déterminer qu'au niveau supérieur et négliger les contingences subalternes. Ce conditionnement n'est jamais innocent : il profite tou-